

*L'ajournement*

Quel noble gouvernement, vraiment, que celui qui prive les petits Canadiens de programmes utiles et nécessaires pour mieux économiser de l'argent! Ce sont les riches qui profitent aux dépens des pauvres.

Et l'on ne s'en prend pas qu'aux enfants. Il y a les mesures de récupération des pensions de vieillesse ainsi que des allocations familiales qui sont versées aux parents, surtout aux mères. On se demande où sont les priorités de ce gouvernement qui décide que ce sont eux qui doivent faire les frais des compressions qu'il impose depuis cinq ans.

Les personnes âgées ont été une cible. Les mères et les enfants en sont une autre. Les malades également, sans oublier les anciens combattants qui ont été touchés cette année aussi. Les mesures prises contre les anciens combattants du Canada ont été mal vues. Elles ont été encore moins populaires que celles que le gouvernement a voulu prendre contre les pensions de vieillesse il y a quelque temps. À la fin, il semble que la meilleure cible soit les enfants canadiens.

Partout au Canada, on connaît les problèmes des parents qui doivent travailler pour gagner leur vie convenablement. Il est extrêmement rare aujourd'hui au Canada qu'une famille moyenne de quatre personnes ait assez d'un revenu pour se procurer l'essentiel, sans parler du confort qui rend la vie plus agréable. C'est aujourd'hui chose courante que les deux parents travaillent. En conséquence, des services de garde d'enfants leur sont nécessaires.

Ce qui est aussi chose de plus en plus courante, ce sont les familles monoparentales, dont la vaste majorité ont une femme pour chef. Encore là, il ne fait aucun doute que faute d'un emploi rémunérateur, ces femmes doivent recourir à l'assistance sociale. Elles n'y tiennent pas et préfèrent travailler.

On entend souvent dire par des gens qui ne comprennent pas la situation du Canadien moyen que s'il y a des chômeurs dans la région de l'Atlantique, ou parmi les chefs de familles monoparentales ou encore dans le Nord, c'est parce que «ces gens-là ne veulent pas travailler». Ceux d'entre nous qui siègent à la Chambre savent que ce n'est pas vrai. Nous savons que les Canadiens veulent travailler, produire et apporter leur contribution à la société et qu'ils veulent élever leurs familles et partager toutes les bonnes choses qui devraient être l'héritage de tous les citoyens canadiens. Si nous ne leur

fournissons pas un système de services sociaux, nous en serons tous diminués.

• (1800)

J'ai siégé cinq ans au conseil d'administration du plus grand centre de garde d'enfants du Canada atlantique. Ce centre compte plus de 12 unités, c'est-à-dire 12 garderies, à Halifax. Il reçoit des enfants d'âge préscolaire et des enfants qui ont besoin d'être gardés après l'école et à l'heure du déjeuner. Il s'occupe d'enfants handicapés parce qu'il possède l'une des rares garderies pour enfants handicapés physiquement ou autrement. Il offre des programmes d'immersion en français, des programmes de danse et de musique, et ainsi de suite.

Les parents qui peuvent profiter de ce genre de service ont de la chance. Ceux qui vivent dans des régions rurales n'auront probablement même pas accès au programme de garde d'enfants le plus élémentaire qui soit. Cela est inacceptable.

Mon collègue d'Etobicoke—Lakeshore, qui me répondra vraisemblablement, essaiera probablement de dire que c'est la faute du Sénat, qui n'a pas adopté le projet de loi avant le déclenchement des élections il y a longtemps. Je répète que c'était il y a longtemps. Le gouvernement a entrepris un nouveau mandat. Les enfants du Canada attendent toujours. Je sais que le député d'Etobicoke—Lakeshore a du coeur. Je voudrais l'entendre dire que le gouvernement a du coeur et qu'il s'attaquera à ce problème dès maintenant, et non dans un avenir lointain.

**M. Patrick Boyer (Secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, j'accepte l'invitation et je tiens à dire, sans hésitation aucune, que le gouvernement a du coeur, et je compte vous le montrer. Comme elle l'a déclaré, la députée de Halifax a parlé à maintes reprises à la Chambre du rôle joué par le gouvernement fédéral notamment dans les programmes de garde d'enfants, l'établissement de normes nationales. Elle a tout à fait raison d'accorder une priorité absolue à cette question.

Je voudrais d'abord vous dire que cette responsabilité, à mon avis, ne relève pas de la seule compétence du gouvernement fédéral. Plus on se rapproche du foyer, de la collectivité, plus je songe aux gouvernements provinciaux, aux syndicats, aux entreprises, aux familles, aux églises et à de nombreux autres organismes, qui sont beaucoup plus proches des enfants et des familles et qui sont mieux placés pour s'occuper de ces questions. Or, il est clair toutefois que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans l'établissement de normes nationales.